# Communiqué de presse

## de l'Ambassade des Etats-Unis

14-16 rue Rainitovo, Antsahavola, Antananarivo 101 – Madagascar - Tel.: 261 20 22 212 57

Antananarivo le 16 octobre 2008

**Remise officielle de matériel informatique au BIANCO dans le cadre de l'Initiative de Lutte Contre la Corruption (AIM) financée par le Gouvernement Américain**

Dans le cadre de l'Initiative de Lutte contre la Corruption à Madagascar (AIM) financée par le gouvernement américain à travers l'USAID, l'Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique,
Monsieur R. Niels Marquardt, a remis officiellement aujourd'hui au Directeur Général du Bureau Indépendant Anti-corruption (BIANCO), Monsieur René Ramarozatovo, du matériel et des logiciels informatiques d'une valeur totale de 57.000 dollars US.

Ce don permettra au BIANCO de mieux traiter les doléances des citoyens, d'assurer le suivi des dossiers en cours, de réduire les arriérés et de renforcer la confiance du public vis-à-vis de cette institution de lutte contre la corruption. Pour appuyer de manière appropriée les activités du BIANCO, une estimation en bonne et due forme des responsabilités et des besoins en matériel informatique du BIANCO a été réalisée à partir de laquelle le don a pu être déterminé.

Le programme AIM est la contribution du gouvernement américain à la lutte que l'Etat malgache livre contre la corruption. Il s'agit d'un programme de deux ans qui témoigne de l'engagement des Etats-Unis à travailler aux côtés du peuple malagasy afin de protéger les faibles et les vulnérables, de rétablir la confiance des citoyens vis-à-vis du gouvernement et d'assurer un développement durable.

Le programme AIM vise le renforcement des capacités techniques et opérationnelles du BIANCO à mieux traiter et examiner les plaintes, assurer le suivi et faire un rapport sur les affaires de corruption transmises aux tribunaux locaux. L'AIM collabore également avec les organisations de la société civile afin de mieux sensibiliser le public sur la corruption et les mécanismes de lutte contre ce fléau, contrôler les finances publiques locales, faire participer la communauté des affaires aux mesures de lutte contre la corruption et améliorer le rôle des média dans l'investigation et la dénonciation des affaires de corruption.